

RCS : ST ETIENNE

Code greffe : 4202

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ST ETIENNE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2021 B 01889

Numéro SIREN : 903 747 806

Nom ou dénomination : JACKYS

Ce dépôt a été enregistré le 01/10/2021 sous le numéro de dépôt A2021/008347

SAGEC BALDO



SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

# Monsieur Julien CROZIER

Rapport du commissaire aux apports sur  
l'apport effectué à la société  
JACKYS

SEPTEMBRE 2021

# SOMMAIRE

1. Exposé sur l'opération projetée.....	2
1.1 Les parties.....	2
1.1.1 Société bénéficiaire.....	2
1.1.2 L'apporteur.....	2
1.2 But de l'opération.....	3
2. Description et évaluation de l'apport.....	3
2.1 Désignation de l'apport.....	3
2.2 Origine de propriété.....	3
2.3 Rémunération de l'apport.....	3
3. Vérification de l'apport et appréciation de l'évaluation de l'apport.....	4
3.1 Vérification de l'apport.....	4
3.2 Appréciation de la valeur de l'apport.....	4
4. Conclusion.....	5

## Rapport du commissaire aux apports sur l'apport effectué à la société JACKYS

Madame, Monsieur,

En exécution de la mission qui m'a été confiée en date du 9 septembre 2021 par Monsieur Julien CROZIER, agissant en qualité d'associé unique de la future société par actions simplifiées JACKYS, concernant les apports en nature des sociétés FFCB, KDLP et P3F devant être effectué au profit de la société JACKYS, nous avons établi le présent rapport.

Ce rapport comprend 4 parties :

1. Exposé sur l'opération projetée.
2. Description et évaluation de l'apport
3. Vérification de l'apport et appréciation de l'évaluation de l'apport
4. Conclusion

### 1. Exposé sur l'opération projetée.

#### 1.1 Les parties

##### 1.1.1 Société bénéficiaire

La société JACKYS, SAS au capital de 170 000 euros, dont le siège social est sis 11, rue des sports - 42 140 CHAZELLES SUR LYON, en cours d'immatriculation, représentée par Monsieur Julien CROZIER agissant en qualité de fondateur de ladite société.

##### 1.1.2 L'apporteur

Mr Julien CROZIER, demeurant 11, rue des sports - 42 140 CHAZELLES SUR LYON, né le 10 mars 1985, lié avec Mme Audrey PERIER, née le 5 février 1984 à LYON, par un pacte civil de solidarité enregistré au Tribunal d'Instance de Montbrison, le 21 mai 2012.

## 1.2 But de l'opération

Monsieur Julien CROZIER fait apport, à la société bénéficiaire, de :

- 160 actions entièrement souscrites et libérées de la société FFCB, SAS au capital de 10 000€ dont le siège social est Zone Commerciale Centre de vie, Lieu-Dit la Vorzelière Est, 42 160 Andrézieux-Bouthéon, immatriculée au RCS de Saint Etienne sous le n° 507 521 979
- 290 actions entièrement souscrites et libérées de la société KDLP, SAS au capital de 10 000€ dont le siège social est Rue du 18 juin 1827 – Centre de vie, Zone industrielle Nord, 42 160 Andrézieux-Bouthéon, immatriculée au RCS de Saint Etienne sous le n° 850 983 339
- 25 actions entièrement souscrites et libérées de la société P3F, SAS au capital de 10 000€ dont le siège social est Rue du 18 juin 1827 – Centre de vie, Zone industrielle Nord, 42 160 Andrézieux-Bouthéon, immatriculée au RCS de Saint Etienne sous le n° 752 956 326

## 2. Description et évaluation de l'apport

En représentation de l'apport, il sera attribué à l'apporteur des actions entièrement libérées, créées par la société JACKYS et portant jouissance à compter de ce jour.

### 2.1 Désignation de l'apport

Le montant total des droits sociaux apportés s'élève à la somme de :

- 54 400€ (Cinquante-quatre mille quatre cents euros) pour les 160 actions FFCB
- 14 500€ (Quatorze-mille cinq cents euros) pour les 290 actions KDLP
- 96 250€ (Quatre-vingt-seize mille deux cent cinquante euros) pour les 25 actions P3F

### 2.2 Origine de propriété

Mr Julien CROZIER a souscrit les actions de la société P3F à la constitution de la société le 6 juillet 2012

Mr Julien CROZIER a souscrit les actions de la société FFCB à la constitution de la société le 28 juillet 2008.

Mr Julien CROZIER a fait l'acquisition des actions de la société KDLP le 28 mai 2019 moyennant 2 900€.

### 2.3 Rémunération de l'apport

En représentation de l'apport désigné ci-dessus, évalué à :

- 96 250€ pour les 25 actions P3F
- 54 400€ pour les 160 actions FFCB
- 14 500€ pour les 290 actions KDLP

Il est attribué à Monsieur Julien CROZIER des actions complètement libérées, créées par la société JACKYS et portant jouissance à compter de ce jour.

### 3. Vérification de l'apport et appréciation de l'évaluation de l'apport

J'ai effectué les diligences que j'ai estimées nécessaires au regard de la doctrine de la compagnie nationale des commissaires aux comptes pour :

- Vérifier la réalité des actifs apportés
- Contrôler la valeur attribuée aux apports,
- Vérifier, jusqu'à la date de l'apport, l'absence de faits susceptibles de remettre en cause la valeur de l'apport.

#### 3.1 Vérification de l'apport

Compte tenu de la nature des éléments apportés, l'essentiel de mes travaux a porté sur :

- \* La revue limitée des états financiers :
  - au 31 décembre 2020, tels qu'ils m'ont été communiqués par l'apporteur, de la société P3F
  - au 30 septembre 2020, tels qu'ils m'ont été communiqués par l'apporteur, de la société FFCB
  - au 31 janvier 2021, tels qu'ils m'ont été communiqués par l'apporteur, de la société KDLP
- \* Entretien avec l'expert-comptable.
- \* Entretien avec l'avocat en charge de la rédaction du contrat d'apport de fonds.

#### 3.2 Appréciation de la valeur de l'apport

La valorisation des titres de P3F a été réalisée en fonction d'un avis de valeur établi par le Cabinet MEYRIEUX le 26 mai 2021 et des capitaux propres de la société au 31 décembre 2020, soit une valeur du bien immobilier de 700 000€ et des capitaux propres de 70 837€. La situation nette réévaluée de l'actif immobilier net d'impôt sur les sociétés s'élève à 385 000€ ; la valeur de l'apport effectué par Monsieur CROZIER est évaluée à 96 250€ (25%)

La valorisation des titres de FFCB a été réalisée sur la base du montant des capitaux propres de la société au 30 septembre 2020, soit 327 956€ arrondi à 340 000€. La valeur des parts de Monsieur CROZIER est évaluée à 54 400€ (16%)

La valorisation des titres de KDLP a été réalisée sur la base des capitaux propres réévalués de la valeur du fonds commercial, soit 50 000€ ; l'évaluation des parts de Monsieur CROZIER s'élève à 14 500€ (29%)

JACKYS

Septembre 2021

#### 4. Conclusion

En conclusion de mes travaux, je suis d'avis que la valeur de l'apport décrit ci-dessus, dont le montant total s'élève à 165 150 euros, n'est pas surévaluée et, en conséquence, est au moins égale à la valeur nominale des actions à émettre.

Aucun avantage particulier n'a été porté à ma connaissance.

A Saint-Galmier le 22 septembre 2021

Le commissaire aux apports

Monsieur Thierry ROLLES

A handwritten signature in black ink, consisting of a long horizontal stroke with a vertical stroke crossing it near the center, and a shorter horizontal stroke below the vertical one.

**JACKYS**

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE AU CAPITAL DE 170 000 €

SIEGE SOCIAL : 11 RUE DES SPORTS – 42140 CHAZELLES SUR LYON

RCS SAINT ETIENNE EN COURS

**LISTE DES SOUSCRIPTEURS ET ETAT DES VERSEMENTS EN NUMERAIRE**

Nom, prénom et domicile des souscripteurs	Nombre d'actions souscrites	Montant des souscriptions	Versements effectués
Julien CROZIER 11 rue des Sports 42140 CHAZELLES SUR LYON	485	4 850 €	4 850 €
Nombre d'actions souscrites en numéraire Montant des souscriptions Montant des versements effectués	485	4 850 €	4 850 €

La présente liste constatant la souscription de 485 actions de la société, soit la somme totale de 4 850 euros ainsi que le versement de la totalité du montant nominal desdites actions, soit 4 850 euros, est certifiée exacte et sincère par Monsieur Julien CROZIER, fondateur.

Fait à

*Chazelles*

Le

*25/07/2021*



*JC*



## ATTESTATION DE DÉPÔT

Pour constitution de capital social

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Loire Haute Loire,  
représentée par GAMMINO SANDRINE dûment habilitée à l'effet de la présente,

- certifie avoir reçu en dépôt la somme de 4850,00 euros représentant la totalité des versements effectués par les souscripteurs du capital en numéraire de la société en formation au capital de 170000 euros :

S.A.S. JACKYS  
11 RUE DES SPORTS  
42140 CHAZELLES SUR LYON

sur un compte bloqué dans les conditions légales et réglementaires, ouvert en ses livres sous le n°00904784818, jusqu'à la date d'immatriculation de la société.

Liste des souscripteurs et mention des sommes versées par chacun d'eux :

M. CROZIER JULIEN , né(e) le 10/03/1985 à ST ETIENNE  
Montant souscrit : 4850,00 euros déposés le 09/09/2021

- et certifie avoir constaté la concordance entre ces versements et les sommes indiquées comme versées par chaque souscripteur sur la liste des souscripteurs qui lui a été présentée.

La Caisse Régionale, dépositaire agréé en sa qualité d'établissement de crédit, décline toute responsabilité quant à l'origine des fonds déposés et leur utilisation après déblocage.

### Protection des Données - Secret professionnel

#### Protection des données personnelles

Le présent article vous permet, en votre qualité de personne physique Client, Utilisateur, Titulaire ou signataire du présent contrat, de disposer d'une information synthétique et globale sur les traitements de données personnelles opérés par la Caisse Régionale.

Vous pouvez accéder à une information détaillée sur les traitements réalisés par la Caisse Régionale sur vos données personnelles, notamment concernant les finalités des traitements, les bases légales permettant à la Caisse Régionale de traiter les données, leurs durées de conservation, leurs destinataires et, le cas échéant, les transferts de celles-ci vers un pays non membre de l'Union européenne ainsi que les garanties mises en œuvre, en consultant la Politique de protection des données personnelles, accessible sur Internet à l'adresse suivante : <https://www.credit-agricole.fr/ca-loirehauteloire/particulier/informations/politique-de-protection-des-donnees-personnelles-de-la-caisse-regionale.html> ou disponible sur simple demande dans votre agence.

Les données personnelles que nous recueillons auprès de vous dans le cadre de notre relation, y compris pour le fonctionnement du produit ou du service auquel vous souscrivez par le présent contrat, sont nécessaires à plusieurs titres, notamment :

- pour l'exécution des contrats relatifs aux produits et services que vous avez souscrits avec nous,
- pour satisfaire à nos obligations légales,
- pour poursuivre nos intérêts légitimes, dans le respect de vos droits.

A ce titre, certaines données collectées ou traitées peuvent être requises par la réglementation ou être nécessaires pour la conclusion de contrats. Vos données personnelles peuvent être recueillies à travers différents canaux de communication, notamment en agence, par téléphone ou sur les sites et applications mobiles de la Caisse Régionale.

Nous utiliserons vos données personnelles principalement pour les finalités suivantes : la gestion de notre relation au quotidien, de nos produits et services bancaires et assurantiels ; le recouvrement, la gestion du contentieux et de la preuve ; la prospection et l'animation commerciale ; l'évaluation et la gestion du risque, la sécurité et la prévention des impayés et de la fraude ; et le respect des obligations légales et réglementaires, notamment en matière de lutte contre le blanchiment. Nous pouvons avoir recours à des opérations de ciblage ou de profilage afin de vous proposer un conseil et des offres personnalisées, un service de plus grande qualité et vous fournir tous les éléments pour vous aider à prendre les meilleures décisions.

Nous conservons et traitons vos données personnelles pour la durée nécessaire à la réalisation de la finalité poursuivie. La durée maximum de conservation est celle correspondant à la durée de la relation contractuelle ou de la relation d'affaires.

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Loire Haute Loire société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit, dont le siège social est à St Etienne - 94 Rue Bergson BP524 42007 ST ETIENNE CEDEX 1 et

le siège administratif est à Le Puy en Velay - 16 Avenue Jeanne d'Arc CS 80001 43009 LE PUY EN VELAY CEDEX - 380 386 854 RCS ST ETIENNE - Code APE 6419Z Société de courtage d'assurances, immatriculée sous le n° 07 023 097 au Registre de l'ORIAS (Organisme pour le Registre des Intermédiaires en Assurances)

Téléphone 04 77 79 55 00 - Télécopie 04 77 79 57 49



Cette durée peut être augmentée des délais nécessaires à la liquidation et la consolidation des droits et des durées légales de conservation et de prescription. Pour satisfaire à nos obligations légales ou répondre aux demandes des régulateurs et des autorités administratives, ainsi qu'à des fins de recherches historiques, statistiques ou scientifiques, nous pourrions être amenés à archiver vos données dans les conditions prévues par la loi.

Nous vous informons que vos données personnelles pourront être transmises aux destinataires mentionnés à l'article « Secret professionnel ».

Vous pouvez à tout moment dans les conditions prévues par la loi, accéder à vos données personnelles, vous opposer pour motif légitime à leur traitement, les faire rectifier, demander leur effacement, la limitation de leur traitement, leur portabilité, ou communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès.

Vous pouvez également, à tout moment et sans justification vous opposer à l'utilisation de vos données à des fins de prospection commerciale par la Caisse Régionale ou par des tiers. Vous pouvez enfin, lorsque le traitement a pour base légale le consentement, retirer ce consentement. Pour ce faire, il vous suffit d'écrire par lettre simple à : **Conformité Réclamations Clients - 94 rue Bergson - BP524 - 42007 Saint Etienne cedex 1: Reclamations@ca-loirehauteloire.fr**

Les frais de timbre vous seront remboursés sur simple demande de votre part.

Veuillez noter que l'exercice de certains de ces droits pourra empêcher la Caisse Régionale de fournir, selon les cas, certains produits ou services.

La Caisse Régionale a désigné un Délégué à la Protection des Données, que vous pouvez contacter aux adresses suivantes :

**Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Loire Haute-Loire - à l'attention du Délégué à la Protection des données (DPO) - 94 Rue Bergson - BP 524 - 42007 Saint-Etienne Cedex 1 ;  
DPO@ca-loirehauteloire.fr**

En cas de contestation, vous pouvez former une réclamation auprès de la CNIL dont le site internet est accessible à l'adresse suivante <http://www.cnil.fr> et le siège est situé 3 Place de Fontenoy, 75007 Paris.

Les données personnelles recueillies par la Caisse Régionale au cours de la relation bancaire conformément aux finalités convenues peuvent, à l'occasion de diverses opérations, faire l'objet d'un transfert vers un pays membre ou non de l'Union européenne. Dans le cadre d'un transfert vers un pays non membre de l'Union européenne, des garanties assurant la protection et la sécurité de ces données ont été mises en place.

## **Secret professionnel**

Les opérations et les données personnelles sont couvertes par le secret professionnel auquel la Caisse Régionale est tenue. Toutefois, pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires, la Caisse Régionale est parfois tenue de communiquer des informations aux autorités judiciaires ou administratives légalement habilitées. Ainsi, par exemple, certaines informations doivent être adressées à l'administration fiscale (déclaration des ouvertures de comptes, déclaration de revenus de capitaux mobiliers) ou encore à la Banque de France (fichier des interdictions bancaires, fichier des incidents de remboursement de crédit). En outre, vous autorisez expressément la Caisse Régionale à partager les données vous concernant et leurs mises à jour avec les tiers suivants :

- a) l'organe central du Groupe Crédit Agricole, tel que défini par le Code monétaire et financier, afin que celui-ci puisse satisfaire, au bénéfice de l'ensemble du Groupe, à ses obligations légales et réglementaires, notamment en matière de déclarations prudentielles auprès de toute autorité ou tout régulateur compétent ;
- b) toute entité du Groupe Crédit Agricole, à des fins de prospection commerciale ou de conclusion de contrats ;
- c) les médiateurs, auxiliaires de justice et officiers ministériels dans le cadre de leurs missions de recouvrement de créances, ainsi que les personnes intervenant dans le cadre de la cession ou du transfert de créances ou de contrats ;
- d) les bénéficiaires de virement de fonds et à leur prestataire de service de paiement à des fins de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et dans le respect de la réglementation en matière d'embargos et de sanctions internationales ;
- e) les partenaires de la Caisse Régionale pour vous permettre de bénéficier des avantages du partenariat auquel elle a adhéré, le cas échéant, et ce dans le cadre exclusif des accords de partenariat ;
- f) les sociétés du Groupe Crédit Agricole chargées de la gestion ou de la prévention de risques opérationnels (évaluation du risque, sécurité et prévention des impayés et de la fraude, lutte contre le blanchiment des capitaux...) au bénéfice de l'ensemble des entités du Groupe ;
- g) toute entité du Groupe Crédit Agricole en cas de mise en commun de moyens ou de regroupement de sociétés afin de permettre à ces entités de réaliser les missions faisant l'objet de cette mise en commun ;

**Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Loire Haute Loire** société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit, dont le siège social est à St Etienne - 94 Rue Bergson BP524 42007 ST ETIENNE CEDEX 1 et

le siège administratif est à Le Puy en Velay - 16 Avenue Jeanne d'Arc CS 80001 43009 LE PUY EN VELAY CEDEX - 380 386 854 RCS ST ETIENNE - Code APE 6419Z  
Société de courtage d'assurances, immatriculée sous le n° 07 023 097 au Registre de l'ORIAS (Organisme pour le Registre des Intermédiaires en Assurances)

Téléphone 04 77 79 55 00 - Télécopie 04 77 79 57 49

- h) les sous-traitants de la Caisse Régionale et notamment ceux participant à la gestion des produits ou services et à l'offre de produits bancaires ou financiers, et ce pour les seuls besoins des travaux de sous-traitance ;
- i) Crédit Agricole SA ou toute entité du Groupe, et leurs sous-traitants, dans le cadre de la mise en place de systèmes informatisés d'analyse des données des clients des entités du Groupe Crédit Agricole ayant pour objet l'élaboration et/ou l'utilisation de modèles algorithmiques prédictifs, notamment de notation (« scoring »), avec comme finalités (i) la passation, la gestion et l'exécution de contrats relatifs à des produits bancaires et/ ou assurantiels, (ii) l'amélioration des services qui vous sont rendus et l'adéquation des produits bancaires et/ou assurantiels qui vous sont proposés, (iii) l'élaboration de statistiques et d'études actuarielles et simulations relatives aux contrats conclus avec la banque et (iv) la lutte contre la fraude ;
- (j) Vous autorisez également la Caisse Régionale à communiquer vos coordonnées personnelles (dans la limite de ce qui est nécessaire à l'enquête) à des instituts d'enquêtes ou de sondages, agissant pour le compte exclusif de la Caisse Régionale, à des fins statistiques, sachant qu'il n'est pas tenu de répondre à leurs sollicitations et que ses données sont détruites après traitement.

Fait le 09/09/2021 en 2 exemplaires à SAINT GALMIER SOURCE

Signature du représentant de la Caisse Régionale  
GAMMINO SANDRINE

  
 **CRÉDIT AGRICOLE**  
**LOIRE HAUTE-LOIRE**  
26 Bis, Avenue Jean Monnet  
42330 SAINT GALMIER  
Tél. 04 77 55 54 50 - Fax 04 77 56 57 50



**CADRE RESERVE A L ENREGISTREMENT**

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE  
L'ENREGISTREMENT

SAINT-ETIENNE 1

Le 29/09/2021 Dossier 2021 00089444, référence 4204P01 2021 A 04047

Enregistrement : 0 € Penalités : 0 €

Total liquidé : Zero Euro

Montant reçu : Zero Euro

**Sylvain COLOMBAN**  
Contrôleur principal  
des finances publiques

# JACKYS

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE AU CAPITAL DE 170 000 €

SIEGE SOCIAL : 11 RUE DES SPORTS – 42140 CHAZELLES SUR LYON

RCS SAINT ETIENNE EN COURS

## STATUTS

### LE SOUSSIGNE

- **Monsieur Julien** Jean-Claude **CROZIER** né le 10 mars 1985 à SAINT ETIENNE (Loire)

Lié avec Mme Audrey PERIER née le 5 février 1984 à LYON (Rhône) par un pacte civil de solidarité enregistré Tribunal d'Instance de MONTBRISON (Loire) le 21 mai 2012

De nationalité française

Demeurant à CHAZELLES SUR LYON (42140) – 11 rue des Sports

**A établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société par actions simplifiée qu'il a convenu de constituer.**

JC

## TITRE I :

### FORME - OBJET- DENOMINATION - SIEGE SOCIAL - DUREE

#### ARTICLE 1 : INTERPRETATION - DEFINITIONS

##### 1. Interprétation

Toute référence à un article (ci-après « **Article** ») constitue, sauf stipulation expresse contraire, une référence à un Article des Statuts.

Les termes dont la première lettre apparaît en majuscule ont la signification dont les Statuts donnent une définition expresse :

- les définitions données par un terme employé au pluriel s'appliqueront tant à l'ensemble ainsi défini qu'à un ou plusieurs de ses éléments pris individuellement ;
- les définitions données pour un terme employé au pluriel s'appliqueront également lorsque ce terme sera employé au singulier et *vice versa*.

Les intitulés des Articles et paragraphes des Statuts ne figurent que pour plus de commodité et n'affectent en aucune manière le sens des dispositions auxquelles ils font référence.

##### 2. Définitions

Outre les termes dont les Statuts donnent une définition expresse, les termes suivants auront la signification précisée ci-après lorsque leur première lettre apparaît en majuscule :

« **Action(s)** » :

Le terme Action(s) désigne les Actions composant le Capital de la Société.

« **Associé** » :

Le terme Associé désigne toute personne physique ou morale, autre que la Société, détenteur d'Actions de la Société, tel qu'il ressort des registres des mouvements de titres et des comptes individuels d'Associés de la Société.

« **Capital** » :

Le terme Capital désigne le capital social de la Société, prenant en compte exclusivement les Actions émises.

« **Décision Collective** » :

Le terme Décision Collective désigne une délibération de la collectivité des Associés prise dans les conditions de forme et de majorité définies par les présents Statuts. En cas d'Associé unique, les Décisions Collectives sont prises par l'Associé Unique. Ainsi la « Collectivité des Associés » désigne l'Associé Unique

« Société » :

Le terme Société désigne la présente société JACKYS régie par les présents statuts.

« Statuts » :

Le terme Statuts désigne les présents statuts de la Société.

« Tiers » :

Le terme Tiers désigne toute personne physique ou morale n'étant ni un Associé, ni la Société.

« Titre(s) » :

Le terme Titre(s) désigne :

- toute(s) valeur(s) mobilière(s) représentative(s) d'une quotité du Capital de la Société ou donnant droit, d'une façon immédiate ou différée, par voie de conversion, d'échange, de remboursement, de présentation d'un bon ou de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'une ou plusieurs valeurs mobilières représentatives d'une quotité du Capital de la Société,
- tout bon ou droit donnant droit à la souscription ou à l'attribution d'un titre tel que présentement défini.

« Transmission » :

Le terme Transmission désigne toute opération, à titre onéreux ou gratuit, entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit de Titres, notamment, mais sans que cette liste soit exhaustive, les cessions, échanges, transmissions universelle de patrimoine, fusions, scissions, apports en société, transferts dans le cadre d'un trust ou d'une fiducie, attributions, partages, réalisations de gage, donations, liquidations de communautés ou de successions, prêts de consommation, locations d'Action(s), renoncations au profit de bénéficiaire(s) dénommé(s).

## **ARTICLE 2 : FORME**

Il existe, entre les propriétaires des Actions ci-après et de celles qui pourront être créées par la suite, une société par actions simplifiée régie par les présents Statuts et par les dispositions de la réglementation en vigueur.

Pour le cas où un pacte d'associés serait signé entre un ou plusieurs Associés, son acceptation par la Société et son dépôt au siège social lui confèrera une opposabilité à la Société et une force obligatoire tant à l'égard des Associés signataires que de la Société elle-même.

La Société a initialement pour Associé unique, Julien CROZIER propriétaire de la totalité des Actions.

La Société peut, à toute époque, comporter un ou plusieurs Associés, par suite, notamment, de Transmission totale ou partielle desdites Actions ou de création d'Actions nouvelles, sans que sa forme sociale n'en soit modifiée, puis redevenir société unipersonnelle par réunion de toutes les Actions en une seule main.

La Société est constituée sans appel public à l'épargne.

### **ARTICLE 3 : OBJET**

La Société a pour objet :

- la prise d'intérêts ou de participations dans toutes sociétés et entreprises françaises ou étrangères, quel qu'en soit l'objet, et sous quelque forme que ce soit, notamment par la souscription ou l'acquisition de toutes valeurs mobilières, parts sociales et autres droits sociaux, et la gestion de ceux-ci,
- la gestion de son portefeuille de titres de participations,
- l'animation du groupe, à savoir la participation active à la définition, à la conduite et au contrôle de la stratégie et de la politique des Filiales, notamment par la réalisation de prestations de services et de conseils en matière administrative, juridique, comptable, informatique, financière, commerciale ou immobilière ;
- toutes prestations de services et de conseils,
- le placement de ses fonds disponibles et la gestion de valeurs mobilières,

et, généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

### **ARTICLE 4 : DENOMINATION**

La dénomination de la Société est « **JACKYS** »

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits « Société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'indication du montant du Capital.

### **ARTICLE 5 : SIEGE SOCIAL**

Le siège social est fixé à CHAZELLES SUR LYON (42140) – 11 rue des Sports

Il peut être transféré en tout autre endroit en vertu d'une Décision Collective des Associés.

### **ARTICLE 6 : DUREE**

La durée de la Société est fixée à quatre vingt dix neuf (99) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par les Statuts.

### **ARTICLE 7 : EXERCICE SOCIAL**

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> février de chaque année et se termine le 31 janvier de l'année suivante.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 janvier 2022.

**TITRE II :**  
**CAPITAL SOCIAL**  
**AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL**  
**TRANSMISSIONS D' ACTIONS**

**ARTICLE 8 : APPORTS**

**1. Apports en numéraire**

Lors de la constitution, il a été procédé à des apports en numéraire dans les conditions suivantes :

– Monsieur Julien CROZIER la somme de : .....	4 850 €
<hr/>	
Total : .....	4 850 €

Correspondant à la souscription de QUATRE CENT QUATRE VINGT CINQ (485) Actions de dix (10) € de valeur nominale chacune, libérées de la totalité de leur valeur nominale, ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi par le CREDIT AGRICOLE LOIRE HAUTE LOIRE en date du 9 septembre 2021 pour le compte de la société en formation.

**2. Apports en nature**

Monsieur Julien CROZIER fait apport net de tout passif en s'obligeant, à toutes les garanties ordinaires et de droit en pareille matière, à la société "JACKYS " de

- 160 actions entièrement souscrites et libérées de la Société « FFCB » SAS au capital de 10 000 € dont le siège social est Zone Commerciale Centre de Vie – Lieudit la Vorzelière Est – 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON – 507 521 979 RCS ST ETIENNE
- 290 actions entièrement souscrites et libérées de la Société « KDLP » SAS au capital de 10 000 € dont le Siège social est à ANDREZIEUX BOUTHEON (42160) Rue du 18 Juin 1827 - Centre Vie - Zone Industrielle Nord - 850 983 339 RCS ST ETIENNE
- 25 actions entièrement souscrites et libérées de la Société « P3F » SAS au capital de 10 000 € dont le Siège social est à ANDREZIEUX BOUTHEON (42160) Rue du 18 Juin 1827 - Centre Vie - Zone Industrielle Nord – 752 956 326 RCS ST ETIENNE\_

Lesdites actions estimées :

JC

- pour les 160 actions de « FFCB » globalement à la somme de CINQUANTE QUATRE MILLE QUATRE CENTS (54 400) euros tels qu'il ressort de l'évaluation de la société "FFCB", qui restera annexée aux présentes (Annexe II)
- pour les 290 actions de « KDLP » globalement à la somme de QUATORZE MILLE CINQ CENTS (14 500) euros tels qu'il ressort de l'évaluation de la société "KDLP", qui restera annexée aux présentes (Annexe II)
- pour les 25 actions de « P3F » globalement à la somme de QUATRE VINGT SEIZE MILLE DEUX CENT CINQUANTE (96 250) euros tels qu'il ressort de l'évaluation de la société « P3F » qui restera annexée aux présentes (Annexe II)

Il est précisé ici que lesdites actions qui sont apportées à la société "JACKYS" sont entièrement libres de tout gage ou nantissement, option ou droit quelconque en faveur de tiers, et que Monsieur Julien CROZIER en a la libre disposition.

Les conclusions sur l'apport des biens désignés ci-dessus ont été présentées dans le rapport de SAGEC BALDO – MR ROLLES THIERRY – 19 AVENUE JEAN DELANDE – 42330 SAINT-GALMIER commissaire aux apports établi sous sa responsabilité le 22/07/2021 et déposé conformément aux dispositions légales, à l'adresse du siège social, trois jours au moins avant la signature des statuts.

Ledit commissaire aux apports, désigné par décision du futur associé en date du 9 septembre 2021

Les déclarations générales et fiscales, les mentions relatives à l'origine de propriété des biens ci-dessus, les charges et conditions de l'apport réalisé, sont énoncées dans un état qui restera annexé aux présentes (Annexe II)

### 3. Récapitulation des apports constitutifs du Capital

- Apports en numéraire :	4 850 €
- Apports en nature :	165 150 €
	_____
Total :	170 000 €

### **ARTICLE 9 : CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de CENT SOIXANTE DIX MILLE (170 000) €. Il est divisé en DIX SEPT MILLE (17 000) Actions de DIX (10) € de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie, entièrement souscrites et détenues lors de la constitution en intégralité par Monsieur Julien CROZIER Associé unique.

### **ARTICLE 10 : AVANTAGES PARTICULIERS**

Les Statuts ne stipulent aucun avantage particulier.

JC

## **ARTICLE 11 : AUGMENTATION DU CAPITAL**

### **1. Modalités de réalisation d'une augmentation de Capital**

Le Capital peut être augmenté soit par émission d'Actions nouvelles, soit par majoration du montant nominal des Actions existantes.

Le Capital peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au Capital, dans les conditions légales.

Les Actions nouvelles sont émises soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Elles sont libérées soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission. Elles peuvent aussi être libérées consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au Capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

### **2. Compétence - Délégation**

La collectivité des Associés est seule compétente pour décider une augmentation de Capital.

La collectivité des Associés peut, dans les conditions légales, déléguer au Président sa compétence pour décider de l'augmentation de Capital ou, lorsqu'elle a décidé l'augmentation de Capital, déléguer au Président le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des Actions.

Il peut être décidé de limiter une augmentation de Capital contre numéraire au montant des souscriptions, dans les conditions prévues par la loi.

### **3. Droit préférentiel de souscription**

En cas d'augmentation par émission d'Actions à souscrire contre numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces Actions est réservé, dans les conditions légales, aux propriétaires des Actions existantes. Toutefois les Associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et la Décision Collective qui décide l'augmentation du Capital peut supprimer ce droit préférentiel en respectant les conditions légales.

Ceux des Associés qui n'ont pas un nombre suffisant d'Actions anciennes pour obtenir un nombre entier d'Actions nouvelles doivent s'entendre avec d'autres, s'ils désirent exercer leurs droits, sans qu'il puisse résulter de cette entente de souscriptions indivises.

### **4. Paiement du dividende en Actions**

L'augmentation du Capital peut également résulter de la demande faite par tout Associé de recevoir en Actions le paiement de tout ou partie du dividende ou de l'acompte sur dividende mis en distribution lorsque cette faculté a été accordée par la collectivité des Associés.

Le Président, dans les délais légaux, constate le nombre des Actions émises en application de l'alinéa précédent et apporte les modifications nécessaires aux clauses des Statuts relatives au montant du Capital et au nombre des Actions qui le représentent.

## **5. Transmission de droits de souscription et/ou droits à attribution**

La Transmission des droits de souscription attachés, en cas d'augmentation de Capital contre numéraire, aux Actions existantes, ainsi que la Transmission de tout droit à attribution d'Actions gratuites à la suite de l'incorporation au Capital de réserves, bénéfiques ou primes d'émission sont assimilées à la Transmission des Actions elles-mêmes et soumises, en conséquence, aux prescriptions de l'Article intitulé « TRANSMISSIONS DE TITRES ».

## **ARTICLE 12 : LIBERATION DES ACTIONS**

### **1. Montant de la libération des Actions**

Les Actions émises contre numéraire doivent être libérées lors de leur souscription :

- lors de la constitution, de la moitié au moins de leur valeur nominale,
- en cas d'augmentation du Capital, du quart au moins de la valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission, s'il y a lieu,

et du surplus, au fur et à mesure des besoins de la Société, dans les proportions, aux époques et aux lieux qui seront fixés par le Président, mais compte tenu du délai imparti par la loi pour la libération intégrale des Actions de numéraire.

Les appels de fonds sont notifiés aux Associés, quinze (15) jours avant l'époque fixée pour chaque versement.

Les Actions émises en représentation d'un apport en nature ou à la suite d'une incorporation au Capital de bénéfiques, réserves ou primes d'émission ou encore dont le montant résulte pour partie d'une telle incorporation et pour partie d'une libération en numéraire, doivent être intégralement libérées lors de l'émission.

Le souscripteur et les cessionnaires successifs seront tenus solidairement au paiement du montant non libéré de l'Action.

Deux ans après le virement de compte à compte, tout souscripteur qui a cédé son Action cesse d'être tenu des versements non encore appelés.

### **2. Sanctions du défaut de libération des Actions**

A défaut de versement par les Associés à bonne date, l'intérêt de la somme due court de plein droit au taux légal majoré de deux (2) points, à compter du jour de l'exigibilité et sans demande en justice.

Sans préjudice des déchéances encourues en vertu des dispositions légales, l'Associé qui ne s'est pas libéré dans le mois qui suit l'envoi d'une mise en demeure peut être contraint au paiement par tous les moyens de droit commun, et même par la vente des Actions sur lesquelles des versements sont exigibles.

Cette vente est exécutée à la diligence du Président dans les formes prescrites par la législation en vigueur.

### **ARTICLE 13 : REDUCTION DU CAPITAL**

La collectivité des Associés peut dans les conditions fixées par la loi, décider ou autoriser le Président à réaliser la réduction du Capital.

Cette réduction peut être décidée pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, notamment par achat et annulation d'un nombre déterminé d'Actions ou au moyen d'un échange d'anciennes Actions contre de nouvelles Actions, d'un nombre équivalent ou moindre et, s'il y a lieu, avec cession ou achat d'Actions anciennes pour permettre l'échange et avec ou sans soulte à payer ou à recevoir.

### **ARTICLE 14 : INDIVISION**

Les copropriétaires d'Actions indivises sont tenus de se faire représenter par un seul d'entre eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné, à la demande du copropriétaire le plus diligent, par ordonnance du Président du tribunal de commerce, statuant en référé.

### **ARTICLE 15 : DEMEMBREMENT DE PROPRIETE**

Sauf convention contraire entre les titulaires des Actions démembrées dûment notifiée à la Société, le droit de vote attaché à chaque Action appartient au nu-propiétaire pour toute Décision Collective, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices où il est réservé à l'usufruitier. L'usufruitier a le droit de participer aux Décisions Collectives avec voix consultative et, en particulier, d'assister aux assemblées générales.

Les conventions entre les titulaires des Actions démembrées sont rendues opposables à la Société par l'envoi d'un original au siège social, par lettre recommandée avec accusé de réception, et prennent effet cinq (5) jours après la date de la réception par la Société, le cachet de la poste faisant foi.

Toutes les notifications, convocations et communications à faire aux Associés en pleine propriété sont faites ou envoyées aux nus-propiétaires et usufruitiers.

En cas d'augmentation de capital en numéraire, le droit préférentiel de souscription appartient au nu-propiétaire pour la souscription de la pleine propriété des Actions nouvelles auquel il donne droit. En cas de non exercice du droit préférentiel de souscription par le nu-propiétaire, celui-ci est dévolu de plein droit à l'usufruitier.

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes et création d'Actions nouvelles :

- les Actions libérées avec des sommes prélevées sur le résultat de l'exercice ou sur le compte « Report à nouveau » reviennent à l'usufruitier ;
- les Actions libérées avec des sommes prélevées sur les réserves ou les postes de prime d'émission reviennent au nu-propiétaire ;

le nu-propiétaire et l'usufruitier ayant la faculté de décider que le démembrement de propriété sera reporté sur tout ou partie des Actions nouvelles par l'effet de la subrogation réelle, le terme de la durée de l'usufruit des Actions nouvelles étant dans cette hypothèse identique à celui des Actions anciennes déjà démembrées.

## **ARTICLE 16 : DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES A L'ACTION**

### **1. Adhésion aux Statuts**

La possession d'une Action emporte de plein droit adhésion aux Statuts de la Société et aux Décisions Collectives des Associés.

### **2. Indivisibilité**

Toute Action est indivisible à l'égard de la Société.

### **3. Droits patrimoniaux - Ayants droit aux dividendes**

Sauf à tenir compte de l'état de la libération des Actions, chaque Action donne droit, dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices à une part proportionnelle à la quotité du Capital qu'elle représente.

Sauf accord contraire dûment notifié à la Société, les dividendes et la part éventuelle de chaque Action dans les réserves appartiennent à son titulaire à compter de l'inscription de celui-ci dans la « comptabilité Actions » de la Société.

### **4. Responsabilité des Associés**

Les Associés ne sont tenus, même à l'égard des Tiers, que jusqu'à concurrence du montant de leurs Actions ; au-delà ils ne peuvent être soumis à aucun appel de fonds.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs Actions pour exercer un droit quelconque, les Actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne donnent aucun droit à leurs propriétaires contre la Société, les Associés devant, dans ce cas, faire leur affaire personnelle du groupement du nombre d'Actions nécessaires.

### **5. Droits des héritiers**

Les héritiers, créanciers, ayants cause ou autres représentants des Associés ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer aucune apposition de scellés, aucun inventaire, aucune licitation, aucun partage, ni s'immiscer en aucune manière dans l'administration de la Société.

## **ARTICLE 17 : PROPRIETE ET FORME DES ACTIONS - TITRES**

La propriété des Actions résulte de leur inscription en compte au nom du ou des titulaires dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Les Actions sont obligatoirement nominatives.

## **ARTICLE 18 : FORME DES TRANSMISSIONS**

Les Transmissions d'Actions sont réalisées à l'égard de la Société et des Tiers par un virement de compte à compte dans les conditions prescrites par la réglementation en vigueur.

Sauf convention contraire, tous les frais résultant de la Transmission sont à la charge du ou des cessionnaires.

## **ARTICLE 19 : AGREMENT DES TRANSMISSIONS**

### **1. Principe**

Toute Transmission, à titre onéreux ou gratuit, d'Actions ou de droits démembrés portant sur des Actions, est soumise à une procédure d'agrément dans les conditions suivantes (ci-après la « **Procédure d'Agrément** »).

La Transmission de tous autres Titres est assimilée à une Transmission d'Actions et soumise en conséquence « *mutatis mutandis* » à la Procédure d'Agrément.

### **2. Notification de Transmission**

Tout projet de Transmission d'Actions doit être notifié par son auteur à la Société.

A peine de nullité, la notification du projet de Transmission (ci-après la « **Notification de Transmission** ») doit comporter les éléments suivants :

- l'indication des nom, prénoms et domicile ou dénomination et siège de l'auteur de la Transmission,
- l'indication du nombre, de la catégorie et de la nature des Actions dont la Transmission est envisagée,
- la nature de la Transmission envisagée,
- l'identité précise du bénéficiaire de chaque Transmission :
  - ⇒ nom, prénom, régime matrimonial, domicile et profession s'il s'agit d'une personne physique,
  - ⇒ dénomination, siège social et principale(s) activité(s), s'il s'agit d'une personne morale, ainsi que la répartition de son capital (avec identité précise des associés ou actionnaires, ainsi que celle des personnes physiques directement ou indirectement associés ou actionnaires),
- le prix et/ou la valorisation auquel l'auteur de la Transmission projette de transmettre les Actions,
- toutes conditions de paiement,
- toutes autres conditions afférentes à l'opération de Transmission,

Un projet de Transmission d'Actions au profit de plusieurs bénéficiaires doit donner lieu à autant de Notifications de Transmission que de bénéficiaires.

### **3. Procédure d'Agrément**

Dans le délai de trois (3) mois à compter de la réception de la Notification de Transmission, la collectivité des Associés doit statuer sur l'agrément de la Transmission envisagée et notifier sa décision à l'auteur de la Transmission.

JC

En cas de projet de Transmission d'Actions au profit de plusieurs bénéficiaires, chaque Transmission envisagée sera soumise individuellement à la Procédure d'Agrément.

La décision n'a pas à être motivée et, en cas de refus, elle ne pourra jamais donner lieu à une quelconque réclamation à l'encontre de la Société.

A défaut de notification du refus d'agrément dans ce délai de trois (3) mois, l'agrément est réputé donné.

#### 4. Agrément : Réalisation de la Transmission

En cas d'agrément, la Transmission projetée est réalisée.

#### 5. Refus d'agrément

En cas de refus d'agrément de la Transmission d'Actions envisagée, l'auteur de la Transmission aura la faculté de notifier à la Société le retrait de son projet de Transmission, dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de la réception de la notification de refus d'agrément.

A défaut d'exercice de ladite faculté de retrait, la Société est tenue d'acquérir ou de faire acquérir, dans les six (6) mois suivant la notification du refus d'agrément, les Actions objet de la Transmission envisagée. Ce délai peut être prolongé à la demande de la Société, par ordonnance non susceptible de recours du président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social statuant en référé, le ou les bénéficiaires dûment appelés.

L'acquisition est faite au prix accepté par la Société ou, à défaut d'acceptation, à celui fixé par un expert, au profit de la Société ou de toutes personnes désignées par elle.

Si la Société demande que le prix soit fixé par un expert, et à défaut d'accord sur le nom de ce dernier à l'expiration d'un délai d'un (1) mois à compter de la réception de la Notification de Transmission, l'expert est désigné, à la requête de la partie la plus diligente, par le président du Tribunal de Commerce du siège social statuant en la forme des référés et sans recours possible ; les frais occasionnés par l'expertise sont supportés, moitié par l'auteur du projet de Transmission, moitié par la Société.

En cas d'empêchement quelconque de l'expert, un nouvel expert sera désigné selon les modalités prévues ci-dessus.

L'expertise n'est soumise à aucune condition de forme, mais le prix de cession doit être fixé par l'expert et notifié par ses soins à la Société dans un délai maximal de deux (2) mois à compter de sa nomination, à moins que les parties ne se mettent d'accord pour une prorogation de ce délai.

L'expert devra indiquer la valeur des Actions dont la Transmission est envisagée. Il doit utiliser les méthodes d'évaluation multicritères usuelles et en rapport avec l'activité de la Société.

La décision de l'expert devra être notifiée concomitamment à l'auteur de la Transmission et à la Société.

La décision de l'expert ne pourra faire l'objet d'aucun recours.

L'auteur de la Transmission a la faculté de renoncer à réaliser la Transmission au prix fixé par l'expert, à charge de notifier sa décision à la Société, dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de la réception de la notification de ce prix.

Le transfert de la propriété et de la jouissances des Actions cédées interviendra est payable comptant à la date de réalisation de la Transmission.

Si, à l'expiration du délai ci-dessus prévu de six (6) mois à compter de la réception de la notification du refus d'agrément et de sa prorogation éventuelle, il n'a pas été satisfait à l'obligation d'achat, l'agrément est considéré comme donné.

JC

### TITRE III :

#### DIRECTION DE LA SOCIETE - COMMISSAIRES AUX COMPTES

##### ARTICLE 20 : PRESIDENT

###### 1. Nomination du Président

La Société est représentée, dirigée et administrée par un président, personne physique ou morale, Associée ou non de la Société, désignée par Décision Collective des Associés (le « **Président** »).

###### 2. Président personne morale

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci est représentée par son représentant légal, personne physique ou morale, sauf si la personne morale désigne une autre personne spécialement habilitée à la représenter.

###### 3. Cumul du mandat social avec un contrat de travail

Le Président personne physique peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

###### 4. Durée des fonctions du Président

La durée des fonctions du Président est fixée par les Associés lors de sa nomination.

Les fonctions du président prennent fin soit :

- par l'arrivée du terme prévu lors de sa nomination,
- par la démission, celle-ci ne pouvant être effective qu'à l'expiration d'un préavis de trois (3) mois ; ce délai pourra être réduit au cas où la Société aurait pourvu à son remplacement dans un délai plus court,
- par l'impossibilité pour le président d'exercer ses fonctions pendant une durée supérieure à trois (3) mois,
- par l'arrivée de la limite d'âge, dans les conditions fixées ci-dessous dans le paragraphe « Limite d'âge »,
- par la révocation, dans les conditions définies ci-dessous.

Le président est rééligible.

Le Président est révocable par Décision Collective des Associés.

Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages intérêts.

## 5. Rémunération

La rémunération du Président est définie par Décision Collective des Associés.

Cette rémunération est fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle.

## 6. Direction générale - Représentation de la Société

Le Président assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la Société.

Le Président représente la Société dans ses rapports avec les Tiers.

Sous réserve des pouvoirs que la loi et les Statuts attribuent expressément aux Associés, le Président est investi à l'égard des Tiers, dans la limite de l'objet social, des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le Tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des Statuts suffise à constituer cette preuve.

## 7. Délégation de pouvoirs

Des délégations de pouvoirs, des mandats ou des fonctions limités à une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées peuvent être conférés par le Président à toutes personnes.

## 8. Limitation de pouvoirs

A titre de règlement d'ordre interne et sans que cette clause puisse être opposée aux Tiers ni invoquée par eux, la collectivité des Associés peut décider de subordonner la réalisation de certaines opérations à une autorisation préalable de ladite collectivité.

## 9. Responsabilités

Le Président est responsable, selon les cas, envers la Société ou envers les Tiers :

- des infractions aux dispositions légales régissant les sociétés par actions simplifiée,
- des violations des Statuts,
- et des fautes commises par lui dans sa gestion.

## 10. Limite d'âge

Nul ne peut être nommé Président s'il est âgé de plus de soixante dix (70) ans. Si le Président ou son représentant en exercice vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la Décision Collective des Associés statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel il a atteint l'âge de 70 ans.

JC

## **11. Arrêté des comptes**

Le Président ou son représentant s'il s'agit d'une personne morale, arrête les comptes à la fin de chaque exercice social, en se conformant aux prescriptions légales, réglementaires, et des Statuts en dressant l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif, le bilan, le compte de résultat et l'annexe. Il établit le rapport de gestion prescrit par la loi.

## **12. Exercice des droits des délégués du comité d'entreprise**

Les délégués du comité d'entreprise, le cas échéant, exercent les droits qui leur sont reconnus par l'article L. 432-6 du Code du Travail auprès du Président de la Société ou, en cas d'absence du Président, auprès du Directeur Général.

## **ARTICLE 21 : DIRECTION GENERALE**

### **1. Désignation**

Le Président peut se faire assister d'un ou plusieurs directeurs généraux (ci-après le « **Directeur Général** » ou les « **Directeurs Généraux** »), personnes morales ou personnes physiques désignées par Décision Collective des Associés.

### **2. Directeur Général personne morale**

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci est représentée par son représentant légal, personne physique ou morale, sauf si la personne morale désigne une autre personne spécialement habilitée à la représenter.

### **3. Cumul du mandat social avec un contrat de travail**

Le Directeur Général personne physique peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

### **4. Durée des fonctions**

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonctions, sauf décision contraire des Associés, et jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général est révocable par Décision Collective des Associés.

Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages intérêts.

### **5. Rémunération**

La rémunération du Directeur Général est définie par Décision Collective des Associés.

Cette rémunération est fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle.

## 6. Pouvoirs

Le Directeur Général a mandat d'assister le Président.

Les pouvoirs du Directeur Général sont définis par la Décision Collective des Associés procédant à sa nomination, sans pouvoir excéder les pouvoirs du Président.

Sauf décision contraire des Associés, le Directeur Général représente la Société dans ses rapports avec les Tiers dans les mêmes conditions que le Président lui-même.

## 7. Délégation de pouvoirs

Des délégations de pouvoirs, des mandats ou des fonctions limités à une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées peuvent être conférés par le Directeur Général à toutes personnes.

## 8. Limite d'âge

Nul ne peut être nommé Directeur Général s'il est âgé de plus de soixante dix (70) ans. Si un Directeur Général ou son représentant en exercice vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la Décision Collective des Associés statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel il a atteint l'âge de 70 ans.

## **ARTICLE 22 : CONVENTIONS REGLEMENTEES**

### 1. Domaine

Les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et le Président, le représentant du Président, l'un des dirigeants de la Société, l'un des Associés détenant au moins 10 % des droits de vote, ou, s'il s'agit d'une société Associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de Commerce, sont soumises à la procédure de contrôle définie ci-après.

Il en est de même des conventions passées avec d'autres personnes morales pour lesquelles le Président, l'un des dirigeants de la Société, l'un des Associés détenant au moins 10 % des droits de vote, ou, s'il s'agit d'une société Associée, la société la contrôlant au sens de l'article L.233-3 du Code de Commerce, est simultanément associé ou actionnaire, gérant, président, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance.

Le contrôle consiste en une autorisation préalable de la collectivité des Associés, le ou les Associés concernés ne prenant pas part au vote et leurs Actions n'étant pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Pour le cas où une convention n'aurait pas été autorisée préalablement à sa conclusion et/ou à sa prise d'effet, ladite convention est susceptible de ratification dans les mêmes formes et conditions.

JC

## 2. Rapport du Président ou du commissaire aux comptes

Ces conventions font l'objet d'un rapport spécial du président ou, s'il en existe, des commissaires aux comptes ; l'assemblée qui statue sur les comptes de l'exercice se prononce sur les conventions faisant l'objet du rapport spécial.

S'il existe un commissaire aux comptes, le Président doit l'aviser des conventions intervenues dans le délai d'un mois à compter de la conclusion desdites conventions. Lorsque l'exécution de conventions conclues au cours d'exercices antérieurs a été poursuivie au cours du dernier exercice, le commissaire aux comptes doit être avisé de cette situation par le Président dans le délai de trois (3) mois à compter de la clôture de l'exercice.

Le commissaire aux comptes établit un rapport contenant les mentions suivantes :

- l'énumération des conventions soumises à l'approbation des Associés ;
- le nom des personnes directement ou indirectement intéressés ;
- la nature et l'objet desdites conventions ;
- les modalités essentielles de ces conventions, notamment l'indication des prix ou tarifs pratiqués, des ristournes et commissions consenties, des délais de paiement accordés, des intérêts stipulés, des sûretés conférées et, le cas échéant, toutes autres indications permettant aux Associés d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion des conventions analysées ;
- l'importance des fournitures livrées ou des prestations de services fournies ainsi que le montant des sommes versées ou reçues au cours de l'exercice en exécution des conventions conclues au cours d'exercices antérieurs et poursuivies au cours du dernier exercice.

Ce rapport est présenté à l'assemblée annuelle ou joint aux documents adressés aux Associés en cas de consultation écrite ou électronique.

La collectivité des Associés statue sur ce rapport et approuve ou désapprouve les conventions ;

Les Associés doivent émettre un vote particulier sur ces conventions, étant observé que, même si la convention réglementée a une incidence sur les comptes sociaux, l'approbation de ces comptes ne saurait être considérée comme valant approbation de ladite convention.

## 3. Conventions libres

Les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises au contrôle des Associés. Elles sont communiquées par le Président au commissaire aux comptes s'il en existe un. Tout Associé a le droit d'en obtenir communication.

JC

### **ARTICLE 23 : CONVENTIONS INTERDITES**

Il est interdit au Président personne physique, au représentant du Président personne morale, au Directeur Général personne physique, ou au représentant du Directeur Général personne morale et, d'une manière générale, à tout dirigeant de la Société :

- de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société,
- de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement,
- ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des Tiers.

L'inobservation de ces dispositions est sanctionnée par la nullité du contrat.

Cette interdiction s'applique également aux conjoint, ascendants, descendants des dirigeants et à toute personne interposée.

Cette interdiction est écartée si le dirigeant concerné est une personne morale.

### **ARTICLE 24 : COMMISSAIRES AUX COMPTES**

La désignation d'un commissaire aux comptes titulaire demeure facultative.

Si la société remplit les conditions légales, l'assemblée des associés désigne un ou plusieurs commissaires aux comptes, nommés pour six (6) exercices et dont les fonctions expirent à l'issue de l'assemblée qui statue sur les comptes du sixième exercice.

Elle désigne également, pour la même durée, un ou plusieurs commissaires suppléants appelés à remplacer les titulaires dans les cas prévus à l'article L.823-1 du Code de commerce

Même si la société ne remplit pas les conditions légales, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Le ou les commissaires aux comptes sont avisés des assemblées ou consultations des associés en même temps que ceux-ci.

Les commissaires aux comptes effectuent les vérifications et contrôles, établissent les rapports et disposent des informations prévues par la loi.

SC

**TITRE IV :**  
**DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES**

**ARTICLE 25 : DECISIONS COLLECTIVES**

Les Associés sont consultés et délibèrent dans les formes et conditions suivantes.

**1. Forme des Décisions Collectives**

Les Décisions Collectives peuvent être prises :

- soit en assemblée,
- soit par voie de consultation écrite (courrier ou télécopie) ou électronique des Associés,
- soit par conférence vidéo ou tout autre procédé électronique ou informatique (notamment, par liaison Internet),
- ou résulter du consentement unanime des Associés exprimés dans un acte.

**2. Convocation - Consultation**

Les Associés sont convoqués en assemblée ou consultés, sur toutes questions et à toutes époques de l'année, par le Président, un Directeur Général ou à l'initiative de tout Associé représentant au moins 15% du Capital ou du ou des commissaires aux comptes s'il en existe un

Le Président, le ou les Directeurs Généraux, le ou les commissaires aux comptes s'il en existe un et les représentants du comité d'entreprise sont convoqués aux assemblées générales dans les mêmes formes et délais que les Associés.

**3. Forme de la convocation**

La convocation est faite quinze (15) jours au moins à l'avance, par lettre ordinaire, télécopie, courrier électronique ou par lettre recommandée adressée au dernier domicile connu de chaque Associé.

La convocation peut être verbale si tous les Associés sont présents ou représentés.

**4. Ordre du jour**

L'ordre du jour de chaque assemblée générale ou consultation est arrêté par l'auteur de la convocation ou de la consultation. Il contient, le cas échéant, les propositions émanant d'un ou plusieurs Associés.

Des demandes d'inscription de projets de résolutions peuvent être adressées par tout Associé ainsi que par le comité d'entreprise représenté par un de ses membres mandaté à cet effet, au siège social de la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par un moyen électronique de télécommunication, dans un délai de huit (8) jours au moins avant la date de réunion de l'assemblée ou de la consultation. Les demandes sont accompagnées du texte des projets de résolutions assorti d'un bref exposé des motifs.

Le Président accuse réception des projets de résolutions par lettre recommandée ou par un moyen électronique de télécommunication dans les conditions définies par la réglementation en vigueur, au représentant du comité mentionné ci-dessus, dans le délai de cinq (5) jours à compter de la réception de ces projets.

## **5. Droit de participer aux Décisions Collectives**

Tout Associé a le droit de participer aux Décisions Collectives, quel que soit le nombre de ses Actions, sous réserve de la déchéance encourue pour défaut de libération, dans le délai prescrit, des versements exigibles sur ses Actions.

La collectivité des Associés représente l'universalité des Associés; ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les dissidents, les incapables et les absents.

Le droit de participer aux Décisions Collectives est subordonné à l'inscription en compte des Actions au nom de leur titulaire au plus tard à la date de la Décision Collective.

## **6. Droit de vote**

Tout Associé a autant de voix qu'il possède d'Actions ou en représente, sans aucune limitation, à l'exception des cas prévus par la loi.

## **7. Décisions collectives**

### **a) Décision Collective de caractère ordinaire**

Les décisions suivantes sont prises par la collectivité des Associés à la majorité de plus de 50% des droits de vote existants :

- nomination, rémunération et révocation du Président,
- nomination, rémunération et révocation des Directeurs Généraux,
- définition et autorisation des opérations excédant les pouvoirs du Président et/ou des Directeurs Généraux,
- approbation des comptes annuels dans les six (6) mois qui suivent la clôture de l'exercice social (sauf prolongation de ce délai par ordonnance du président du tribunal de commerce sur requête du Président de la Société),
- approbation des conventions réglementées,
- nomination des commissaires aux comptes,
- affectation du résultat conformément aux dispositions légales et statutaires,

- nomination d'un ou plusieurs liquidateurs,
- prorogation de la durée de la Société,
- décisions sur toutes questions qui ne sont pas de la compétence d'une décision de caractère extraordinaire ;

**b) Décision Collective de caractère extraordinaire**

Les décisions suivantes sont prises par la collectivité des Associés à la majorité de plus des DEUX TIERS des droits de vote existants :

- agrément d'une Transmission d'Actions,
- modification des Statuts,
- modification du Capital Social par voie d'augmentation, de réduction ou d'amortissement,
- émission de toutes valeurs mobilières autres que des Actions,
- attribution à chaque Associé, pour tout ou partie du dividende ou de l'acompte sur dividende mis en distribution, d'une option entre le paiement du dividende ou de l'acompte sur dividende en numéraire ou en Actions,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif soumis au régime des scissions,
- dissolution de la Société,
- transformation de la Société en société d'une autre forme qui n'entraîne pas une augmentation des engagements des Associés dès lors que les clauses statutaires qui ne peuvent être modifiées qu'à l'unanimité peuvent subsister sans modification sous la nouvelle forme,
- soumission de la Société à toute disposition législative nouvelle non applicable de plein droit.

**c) Décisions Collectives nécessitant l'unanimité des Associés**

Les Décisions Collectives suivantes nécessitent l'accord unanime de tous les Associés :

- adoption ou modification de clauses statutaires relatives à la Transmission des Actions (notamment, clauses relatives à l'inaliénabilité temporaire des Actions, à la possibilité d'exclure un Associé, à la nécessité d'un agrément en cas de Transmission d'Actions, aux règles particulières en cas de changement de Contrôle d'un Associé personne morale),
- changement de la nationalité de la Société,
- modification des conditions de majorité et de vote des décisions collectives,
- transformation de la Société en société d'une autre forme qui entraîne une augmentation des engagements des Associés,
- modification des règles relatives à l'affectation du résultat.

## 8. Procès-verbaux

Les Décisions Collectives sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et un Associé, y compris lorsque le Capital de la Société est détenu par un Associé unique.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont valablement certifiés par le Président, un Directeur Général ou le secrétaire de séance s'il en été désigné un.

Le procès-verbal de la Décision Collective mentionne le vote de chaque Associé.

## **ARTICLE 26 : ASSEMBLEE GENERALE**

### 1. Lieu de réunion

Les assemblées sont tenues en France ou à l'étranger, suivant la décision prise à ce sujet par l'auteur de la convocation et au lieu indiqué dans celle-ci.

### 2. Représentation

Tout Associé ne peut se faire représenter en assemblée générale que par un autre Associé en vertu d'un pouvoir.

Les mineurs et incapables sont représentés par leurs tuteurs et administrateurs, sans que ces derniers aient besoin d'être personnellement Associés.

Une personne morale est valablement représentée par tout représentant légal ayant qualité ou par une personne spécialement habilitée à cet effet.

Pour toute procuration d'un Associé sans indication de mandataire, le Président de l'assemblée générale émet un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés ou agréés par l'auteur de la convocation et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions. Pour émettre tout autre vote, l'Associé doit faire choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandant.

### 3. Votes

Les votes sont exprimés par mains levées, à moins que le scrutin secret ne soit demandé par un ou plusieurs Associés représentant ensemble le dixième du Capital représenté à l'assemblée.

Les Associés peuvent également voter par correspondance dans les conditions légales.

### 4. Présidence

L'assemblée générale est présidée par le Président de la Société.

En cas d'absence du Président, l'assemblée est présidée par une personne choisie par l'assemblée.

### 5. Feuille de présence

En cas de pluralité d'Associés, il est tenu une feuille de présence dûment émargée par les Associés présents et les mandataires des Associés représentés, mentionnant les Associés votant par correspondance et certifiée exacte par le Président.

JL

## **ARTICLE 27 : DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIÉS**

La Société met à la disposition des Associés, au siège social et, le cas échéant, leur adresse, dans les mêmes conditions et délais légaux que ceux prévus pour les sociétés anonymes, tous les documents prévus par la loi en vue de leur permettre d'exercer leurs droits de communication, notamment en ce qui concerne les comptes annuels, les informations préalables aux assemblées générales, la liste des Associés et les procès-verbaux des assemblées tenues et Décisions Collectives des Associés au cours des trois derniers exercices.

## **ARTICLE 28 : AFFECTATION DU RESULTAT - RESERVES**

Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice. Il fait apparaître, par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale, prélèvement qui cessera d'être obligatoire lorsque ledit fonds aura atteint le dixième du Capital, mais reprendra son cours, si, pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte,
- et toutes sommes à porter en réserve en application de la loi.

Le solde, augmenté du report bénéficiaire, constitue le bénéfice distribuable qui est à la disposition des Associés pour être, en totalité ou en partie, réparti aux Actions à titre de dividende, affecté à tous comptes de réserves ou d'amortissement du Capital ou reporté à nouveau.

Les réserves dont la collectivité des Associés a la disposition peuvent être employées, sur sa décision, pour payer un dividende aux Actions dans les conditions de répartition définies ci-dessus. En ce cas, la décision indique expressément les postes sur lesquels les prélèvements sont effectués.

## **ARTICLE 29 : PAIEMENT DES DIVIDENDES ET ACOMPTES**

Le paiement en numéraire des dividendes est effectué à la date et aux lieux fixés par la Décision Collective des Associés et, à défaut, par le Président, dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par ordonnance du Président du tribunal de commerce statuant sur requête à la demande du Président.

La collectivité des Associés peut, avant l'approbation des comptes de l'exercice, mettre en distribution, dans les conditions légales, un ou plusieurs acomptes sur les dividendes.

La collectivité des Associés a la faculté d'accorder à chaque Associé pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en Actions.

La demande de paiement du dividende en Actions devra intervenir dans un délai maximal de trois (3) mois après la date de la Décision Collective des Associés.

Si la collectivité des Associés décide la mise en distribution d'acomptes sur dividende, elle a la faculté d'accorder à chaque Associé pour tout ou partie des acomptes, une option entre leur paiement en numéraire ou en Actions.

Tous dividendes qui n'ont pas été perçus dans les cinq (5) années à partir de la date de leur mise en paiement sont prescrits conformément à la loi.

### **ARTICLE 30 : CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL**

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du Capital, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer une assemblée générale à l'effet de statuer sur la question de savoir s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, dans les délais légaux, de réduire son Capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du Capital.

La décision de l'assemblée générale est, dans tous les cas, publiée conformément à la réglementation en vigueur.

A défaut de délibération des Associés ou dans le cas où les dispositions du deuxième alinéa ci-dessus n'ont pas été appliquées, tout intéressé peut demander la dissolution de la Société devant le tribunal de commerce.

### **ARTICLE 31 : DISSOLUTION - LIQUIDATION**

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution, à quelque époque et pour quelque cause que ce soit.

L'assemblée générale nomme un ou plusieurs liquidateurs, avec ou sans limitation de la durée de leurs fonctions, et, le cas échéant, détermine leur rémunération.

Les liquidateurs disposent des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les éléments de l'actif, apurer le passif, répartir le solde disponible conformément au dernier alinéa du présent Article et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera utile ou nécessaire à la liquidation complète de la Société, en ce compris le maintien provisoire de l'exploitation.

La nomination du ou des liquidateurs met fin aux fonctions du Président et, s'il y a lieu, du ou des Directeurs Généraux, et sauf décision contraire des Associés, à celles des commissaires aux comptes.

Les Associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif, sur le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Pendant la liquidation, tous extraits ou copies de procès-verbaux des Décisions Collectives des Associés sont valablement certifiés par l'un des liquidateurs.

Le solde disponible après remboursement de la valeur nominale libéré(e) des Actions est réparti entre les Associés proportionnellement à leur part dans le Capital.

JC

## **ARTICLE 32 : NOTIFICATIONS**

Pour l'exécution des dispositions des Statuts :

- toutes les notifications sont faites par lettre recommandée avec d'avis de réception ou acte extrajudiciaire au domicile ou au siège social du destinataire,
- les notifications peuvent également résulter d'une remise en mains propres et signature conjointe des Associés concernés,
- les délais courent à compter de la date de la notification ;
- la computation des délais s'opère de date à date.

## **ARTICLE 33 : EXECUTION FORCEEE**

Dans le cadre de l'application des Statuts et de l'exécution par chacun des Associés des obligations lui incombant, à défaut de l'un ou plusieurs des Associés de s'exécuter, le et/ou les autres Associés et/ou la Société auront la faculté de procéder à l'exécution forcée des Statuts en notifiant au(x) Associé(s) défaillant(s) l'application de plein droit des stipulations des Statuts par lettre recommandée avec demande d'avis de réception (ci-après la « **Notification d'Exécution Forcée** »).

En conséquence, toute Transmission définie par les Statuts sera parfaite en vertu desdits Statuts et de la Notification d'Exécution Forcée, en sorte que chaque Associé et/ou la Société pourra, en cas de défaillance d'un ou plusieurs autres Associés, rendre ladite Transmission opposable à la Société et à l'ensemble des Associés par le seul dépôt au siège social de ces deux documents réunis.

Pour le cas où l'un des Associés, cédant d'Actions en application des Statuts, refuserait d'encaisser tout ou partie du prix afférent à une cession définie par lesdits, ledit prix sera séquestré entre les mains d'un officier ministériel ou d'un avocat, et sera disponible pour ledit Associé.

La réalisation de toute Transmission d'Actions réalisée en application des Statuts, le cas échéant par voie d'exécution forcée, sera notifiée à la Société qui sera habilitée à inscrire ladite Transmission dans le registre de mouvements de titres et les comptes d'Associés.

## **ARTICLE 34 : CONTESTATIONS**

Toutes les contestations entre les actionnaires, relatives aux affaires sociales pendant la durée de la société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

JU

## **ARTICLE 35 : DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

### **1. Premier exercice social**

Le premier exercice social sera clos le 31 janvier 2022

### **2. Nomination du premier Président**

La présidence de la Société sera assurée pour une durée indéterminée par :

- **Monsieur Julien** Jean-Claude **CROZIER** né le 10 mars 1985 à SAINT ETIENNE (Loire)

Demeurant à CHAZELLES SUR LYON (42140) – 11 rue des Sports

Qui déclare accepter les fonctions de Président qui viennent de lui être confiées et affirme n'exercer aucune autre fonction, ni être l'objet d'aucune incapacité ou interdiction susceptibles de l'empêcher d'exercer ce mandat,

Le Président aura droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement, sur présentation de justificatifs.

### **3. Formalités - frais, droits et honoraires**

Le Président est spécialement délégué, avec faculté de substituer, pour :

- après immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés, effectuer le retrait des fonds affectés à la libération des Actions,
- et pour signer l'avis de constitution.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes et de toutes autres pièces qu'il y aura lieu pour remplir toutes formalités de publicité légale et autres qu'il appartiendra.

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites incombent conjointement et solidairement aux soussignés, au prorata de leurs apports, jusqu'à ce que la Société soit immatriculée au registre du commerce et des sociétés. A compter de cette immatriculation, ils seront pris en charge par la Société qui devra les amortir avant toute distribution de dividendes et au plus tard dans un délai de cinq ans.

### **4. Mandat pour prendre des engagements pour le compte de la Société**

Mandat est donné à Monsieur Julien CROZIER avec faculté de substituer, pour accomplir tous actes et formalités nécessaires pour que la Société en formation engage l'activité sociale et, à cet effet :

- ouvrir, sous la dénomination « JACKYS », un compte indivis entre tous les Associés de cette Société, destiné à enregistrer les opérations de cette dernière jusqu'à ce qu'intervienne son immatriculation au registre du commerce et des sociétés ; faire fonctionner ledit compte sur sa signature,

JC

- acquérir, dans les conditions qu'il appréciera 339 actions de la société « FFCB » SAS au capital de 10 000 € dont le siège social est Zone Commerciale Centre de Vie – Lieudit la Vorzelière Est – 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON – 507 521 979 RCS ST ETIENNE moyennant le prix de 340 € l'action et 109 actions de la société « KDLP » SAS au capital de 10 000 € dont le siège social est Rue du 18 juin 1827 – 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON - 850 983 339 RCS SAINT ETIENNE moyennant le prix de 50 € l'action
- procéder à toutes négociations, signer tous actes et conventions,
- contracter, dans les conditions qu'il appréciera, tous emprunts auprès de tous établissements de crédit, à l'effet de financer l'acquisition des titres précités,
- consentir, dans les conditions qu'il appréciera, au profit des établissements de crédit prêteurs toutes sûretés et garanties et, notamment, tous nantissements sur les titres acquis,
- solliciter toutes autorisations auprès de toutes autorités compétentes qui seraient exigées pour toutes opérations ou exploitation rentrant dans le cadre de l'objet social, prendre tous engagements,
- fournir toutes autorisations auprès de toutes autorités compétentes qui seraient exigées pour toutes opérations ou exploitations rentrant dans le cadre de l'objet social, prendre tous engagements,
- signer la correspondance,
- retirer de la poste et de toutes entreprises de transports tous envois chargés, recommandés et autres adressés à la Société, se faire remettre tous dépôts, émettre et encaisser tous chèques postaux et télégraphiques, signer tous récépissés, quittances, décharges et émargements, faire ouvrir et fonctionner tous comptes chèques postaux,
- exiger et recevoir toutes les sommes dues à la Société en formation, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, en capital, intérêts, frais et accessoires, donner toutes quittances, consentir toutes subrogations avec ou sans garanties,
- payer toutes les sommes que la Société en formation pourra devoir, faire tous protêts, dénonciations, comptes de retour, signer tous bordereaux d'encaissement et d'escomptes, en retirer le montant,
- aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et pièces, procès-verbaux, élire domicile et, généralement, faire tout ce qui sera nécessaire pour l'accomplissement de ce mandat.

1. **Reprise des actes antérieurement accomplis pour le compte de la Société**

Conformément aux dispositions légales, un état des actes accomplis pour le compte de la Société avant la signature des présentes avec l'indication, pour chacun d'eux, de l'engagement qui en résulte pour la Société, est annexé à chacun des originaux des présentes.

La signature de celles-ci emportera reprise de ces engagements par la Société lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

**Signatures :**

Fait en deux originaux, à

*diarville*

le *26/09/2024*

Julien CROZIER



Pour acceptation des fonctions de président  
Julien CROZIER



*JC*

# JACKYS

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE AU CAPITAL DE 170 000 €

SIEGE SOCIAL : 11 rue des Sports – 42140 CHAZELLES SUR LYON

RCS SAINT ETIENNE EN COURS

## ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

(Annexe 1 des statuts)

### LE SOUSSIGNE :

- **Monsieur Julien** Jean-Claude **CROZIER** né le 10 mars 1985 à SAINT ETIENNE (Loire)  
Demeurant à CHAZELLES SUR LYON (42140) – 11 rue des Sports

Seul associé de la société ci-dessus dénommée.

### ACTES ACCOMPLIS

Le soussigné reconnaît que, préalablement à la signature, par lui-même des statuts de la société, il a pris connaissance du présent état des actes accomplis pour le compte de cette société en formation :

- Signature d'un protocole d'accord portant sur l'acquisition de 339 actions de la société « FFCB » SAS au capital de 10 000 € dont le siège social est Zone Commerciale Centre de Vie – Lieudit la Vorzelière Est – 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON – 507 521 979 RCS ST ETIENNE moyennant le prix de 340 € l'action et 109 actions de la société « KDLP » SAS au capital de 10 000 € dont le siège social est Rue du 18 juin 1827 – 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON - 850 983 339 RCS SAINT ETIENNE moyennant le prix de 50 € l'action

Conformément à l'article R 210-5 du Code de Commerce, les engagements énoncés dans le présent état annexé aux statuts seront repris par la société lorsque celle-ci sera immatriculée au R.C.S.

Fait en 2 originaux à

*Chazelles*

le *25/09/2021*

Julien CROZIER



*JC*

**JACKYS**  
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE AU CAPITAL DE 170 000 €  
SIEGE SOCIAL : 11 RUE DES SPORTS – 42140 CHAZELLES SUR LYON  
RCS SAINT ETIENNE EN COURS

**ANNEXE II**

**DECLARATIONS CHARGES ET CONDITIONS DE L'APPORT EN NATURE**

De :

- **Monsieur Julien** Jean-Claude **CROZIER** né le 10 mars 1985 à SAINT ETIENNE (Loire)  
Lié avec Mme Audrey PERIER née le 5 février 1984 à LYON (Rhône) par un pacte civil de solidarité enregistré Tribunal d'Instance de MONTBRISON (Loire) le 21 mai 2012  
De nationalité française  
Demeurant à CHAZELLES SUR LYON (42140) – 11 rue des Sports

A :

La société "JACKYS"

**1 - ORIGINE DE PROPRIETE**

Monsieur Julien CROZIER est propriétaire des :

- 290 actions entièrement souscrites et libérées de la Société « KDLP » SAS au capital de 10 000 € dont le Siège social est à ANDREZIEUX BOUTHEON (42160) Rue du 18 Juin 1827 - Centre Vie - Zone Industrielle Nord - 850 983 339 RCS ST ETIENNE

ainsi qu'il résulte du registre "mouvements de titres" de ladite société pour les avoir acquis le 28 mai 2019 moyennant 2 900 €

Il est précisé ici que lesdites actions qui sont apportées à la société "JACKYS" sont entièrement libres de tout gage ou nantissement, option ou droit quelconque en faveur de tiers, et que Monsieur Julien CROZIER en a la libre disposition.

- 160 actions entièrement souscrites et libérées de la Société « FFCB » SAS au capital de 10 000 € dont le siège social est Zone Commerciale Centre de Vie – Lieudit la Vorzelière Est – 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON – 507 521 979 RCS ST ETIENNE

ainsi qu'il résulte du registre "mouvements de titres" de ladite société pour les avoir souscrites à la constitution de la société le 28 juillet 2008

Il est précisé ici que lesdites actions qui sont apportées à la société "JACKYS" sont entièrement libres de tout gage ou nantissement, option ou droit quelconque en faveur de tiers, et que Monsieur Julien CROZIER en a la libre disposition.

JC

- 25 actions entièrement souscrites et libérées de la Société « P3F » SAS au capital de 10 000 € dont le Siège social est à ANDREZIEUX BOUTHEON (42160) Rue du 18 Juin 1827 - Centre Vie - Zone Industrielle Nord – 752 956 326 RCS ST ETIENNE\_

ainsi qu'il résulte du registre "mouvements de titres" de ladite société pour les avoir souscrites à la constitution de la société le 6 juillet 2012

Il est précisé ici que lesdites actions qui sont apportées à la société "JACKYS" sont entièrement libres de tout gage ou nantissement, option ou droit quelconque en faveur de tiers, et que Monsieur Julien CROZIER en a la libre disposition.

## 2 – VALORISATION DES TITRES

La valorisation des titres :

- De P3F a été réalisée en fonction d'un avis de valeur établi par le Cabinet MEYRIEUX le 26 mai 2021 et des capitaux propres de la société au 31 Décembre 2020 soit une valeur du bien immobilier de 700 000 € et des capitaux propres de 77 837 €
- De FFCB a été réalisée en fonction du montant des capitaux propres apparaissant au 30 septembre 2020 soit 327 956 € arrondi à 340 000 €
- De KDLP a été réalisée en appliquant un coefficient de 10 au montant des capitaux propres de l'exercice clos le 31 janvier 2021 soit 5 089 X 10 soit 50 890 € arrondi à 50 000 €

Il est précisé que les droits sociaux apportés ne sont grevés d'aucun gage, nantissement, clause d'inaliénabilité ou autre empêchement quelconque ou restriction au droit de propriété plein et entier. Ils ne font pas l'objet de séquestre ou de saisie.

L'apport des droits sociaux net de tout passif, est fait sous les garanties ordinaires et de droit.

## 3 - REMUNERATION DES APPORTS

En rémunération des apports évalués à la somme globale de :

- CINQUANTE QUATRE MILLE QUATRE CENTS euros pour les 160 actions « FFCB »
- QUATORZE MILLE CINQ CENTS euros pour les 290 actions « KDLP »
- QUATRE VINGT SEIZE MILLE DEUX CENT CINQUANTE euros pour les 25 actions « P3F »

il est attribué à Mr Julien CROZIER des actions entièrement libérées, créées par la société "JACKYS" et portant jouissance à compter de ce jour.

50

#### 4 - REGIME JURIDIQUE ET FISCAL DE L'APPORT

##### Régime juridique

L'apport objet du présent contrat constitue un apport pur et simple soumis au régime de droit commun des apports en nature.

##### Droits d'enregistrement

L'apport objet du présent contrat sera enregistré gratuitement dans les conditions prévues à l'article 810-I du Code général des impôts.

##### Plus Values :

La plus-value dégagée à l'occasion de l'Apport des Titres Apportés est soumise au mécanisme de report d'imposition défini par l'article 150-0 B ter du Code Général des Impôts,

Fait *deyells*  
Le *25/09/2021*

